

Audition de M. Abdoulaye Touré, ancien ministre des Affaires Extérieures (1979 – 1984)

Abdoulaye Touré :

Je me nomme Abdoulaye Touré, j'ai été dans le gouvernement déchu, ministre des Affaires extérieures.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

ELHADJ, la commission revient de nouveau, après certainement plus de 6 mois d'interruption, mais nous allons continuer les interrogations. Nous avons pris le temps pour pouvoir nous documenter, chercher un peu partout, pour pouvoir continuer dans de bonnes conditions les recherches, puisqu'il nous était difficile à travers certains d'obtenir la vérité, mais si nous avons les documents convaincants je pense qu'avec ça nous pouvons progresser mieux mais nous pensons aussi que vous avez profité de ce temps également pour mieux réfléchir méditer la situation, discuter avec les camarades en cellule et tirer des leçons de tout ce qui s'est passé. Donc nous avons une série de questions à vous poser c'est ce qui nous amène cette fois-ci.

Abdoulaye Touré :

Je suis à votre entière disposition.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Comment ?

Abdoulaye Touré :

Je dis que je suis à votre entière disposition.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Merci beaucoup...

Première question : *vous êtes en détention il y a 9 mois. Livrez-nous vos réflexions dans le contexte du changement intervenu dans votre propre esprit d'une part et d'autre part l'atmosphère au niveau de la maison centrale en général, votre chambre en particulier.*

Abdoulaye Touré :

Voilà, j'ai été peut-être l'un de ceux qui a été le plus choqué au départ. Choqué parce que je me suis trouvé après tous ces événements dans une atmosphère de prison première fois de ma vie. Méditation à moi-même, je me suis dit mais au fait qu'est ce qui s'est passé ? Qu'est-ce qui s'est passé ? J'ai dit oui, mais il y a des événements importants qui se sont passés, tu étais responsable longtemps, a beaucoup de niveaux. Tu as servi à l'extérieur longtemps depuis l'indépendance jusque maintenant. Et, dans ma cogitation à moi-même je me suis dit si je compare ce que nous avons été avant notre accession à l'indépendance et l'accession à l'indépendance, je dis il y a un progrès, mais depuis notre accession à l'indépendance, qu'est ce qui s'est passé ? J'ai été à l'extérieur, j'ai comparé j'ai été dans les pays africains, j'ai été dans des pays européens, dans les pays asiatiques et j'ai vu que progressivement chez ceux-ci ça bougeait et que les gens avaient beaucoup de considération pour nous mais chaque fois que je reviens de l'extérieur chez moi, je constatais qu'il y avait un déphasage, un divorce total entre ce qui était comme considération pour nous et ce que nous nous réalisons et le mérite de la considération que les gens avaient pour nous par rapport à ce que nous faisons était, n'était pas sincère, pas honnête.

Cela je me le suis dit et je me suis posé souvent la question, j'ai dit mais comment pouvait-on changer tout cela ? Les interlocuteurs, il n'y en avait pas beaucoup. Je dirais même il n'y en avait pas. L'interlocuteur c'était le chef. Quand on pose un problème, une question, il disait : « oui on verra ça mais nous n'avons pas les mêmes habitudes n'avons pas les mêmes orientations ».

Ensuite on sentait qu'il y avait une espèce de raidissement et pour peu qu'on insiste on aboutissait à des états d'énerverment qui le plus souvent pouvait coûter cher à celui qui le faisait. Et ça nous a amené dans un état d'apathie et d'allergie, allergie à ce que nous pouvions faire, apathie par rapport à nous-mêmes. Cette apathie nous a conduit à subir. Subir tout ce qui ne pouvait même pas aller dans notre esprit ni dans notre cœur. Remédier ? Oui on pouvait remédier, mais comment ? C'est que peut-être nous prenions un peu plus conscience individuellement les uns les autres, et dire si ce n'est pas comme ça et bien ce n'est pas la peine de continuer. Mais on est un collectif, dans un collectif c'est anonyme, il suffit de faire des pressions sur les uns, opposer les uns aux autres, pour trouver sa voie. Et dans cet état de choses, je me suis toujours dit comment remédier, comment changer ? Je me suis toujours trouvé acculé à une non-solution ! Cette non-solution, de subir dans l'apathie m'ont amené souvent à m'adresser, en tant que croyant à Dieu, que Dieu seul pouvait amener le changement. Et c'est dans cette intervalle, que le 3 avril, je vous le dis en toute franchise ce n'est peut-être pas... Vous n'allez peut-être pas croire, pour moi je l'ai considéré comme un salut. En toute franchise et Dieu m'est témoin, qu'il fallait changer et que ce changement de 3 avril était une nécessité ! Nécessité pour nous, nécessité pour le peuple... Et souvent on a eu à échanger des vues avec les camarades. Ceux avec lesquels nous sommes en détention. Et nous sommes tous arrivés à cette solution, que le changement était in-dis-pen-sable ! Je l'ai dit la première fois quand j'étais interrogé ici que ce changement sans effusion de sang, ce changement pacifique mais d'un bond qualitatif a été tout à l'honneur de notre armée. Voilà ce que je peux dire.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Nous avons relevé comme constatation les points suivants :

Vous aviez reproché au gouvernement, de ne s'être pas penché sur les problèmes intérieurs et cela a été dommage, notamment la construction du pays devait être une priorité des priorités. Vous aviez fait état également du non-respect des droits de l'Homme en Guinée, conformément aux conventions internationales. Cependant vous avez appartenu au Bureau Politique National qui était un organe de conception, au gouvernement également. Est-ce que à ce titre que vous ne vous sentez pas en partie responsable de ce que vous avez eu à constater ?

Abdoulaye Touré :

Je l'ai dit tout à l'heure dans cette déclaration liminaire, nous étions opprimés, nous nous sentions nous responsables de n'avoir pas réagi mais il y avait un réflexe de survie. Ce réflexe de survie a fait que chacun est allé dans sa petite coquille en disant « pourvu que ça ne me tombe pas sur la tête » et je dirais que sur le plan personnel des droits de l'Homme j'étais celui qui recevait le plus de pression. L'un de ceux qui recevaient le plus de pression. Embauché à l'extérieur, les correspondances, les lettres et arrivé dans certains pays les questions qui m'étaient posées. Et j'ai mis beaucoup de temps avant de convaincre LE PREMIER RESPONSABLE pour qu'effectivement Amnesty vienne. Ça n'a pas été facile, je n'ai plus l'obtenir qu'au cours d'un voyage en Allemagne et je peux le dire que, sans forfanterie que c'est par ma pression et ma déclaration personnelle en disant que si nous ne faisons pas venir Amnesty ce n'est plus la peine d'aller dans certains pays car nous ne serons pas écoutés, nous aurons des manifestations, nous aurons des hostilités. C'est ainsi donc qu'Amnesty est venue. En tant que membre du Bureau Politique, oui j'ai appartenu à la direction du parti depuis 1972,

72 quand je suis revenu non pas en 1976. J'ai appartenu à la direction du parti, au Bureau Politique. Les questions discutées au sein du Bureau Politique n'étaient pas souvent des questions qui avaient trait principalement à l'essence du droit de l'Homme, on prenait un cas d'un individu, on lui mettait l'étiquette qu'on voulait, souvent c'était le comploteur. Et on nous étalait des raisons, et dans ses raisons on disait « c'est une question de trahison » on parvenait à convaincre que c'était une question de trahison, mais très peu de gens pouvaient poser des questions.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Que savez-vous de la rupture du clearing avec le pays de l'Est ?

Abdoulaye Touré :

Voilà, c'était le commerce extérieur. Un jour on est venu m'appeler en disant le clearing il faut le rompre, il faut le conserver avec un seul pays : l'Union soviétique, et la Chine. Après deux mois, j'ai reçu des instructions en disant il faut supprimer le clearing avec l'Union Soviétique, car c'est une tricherie commerciale, les choses nous sont livrées au poids, pas à la valeur. Et quand nos marchandises y arrivent, elles sont dépréciées, surtout sur le plan des fruits. Nos fruits sont chargés dans les cales sur des navires soviétiques, quand ils arrivent à destination on prétend à des pourcentages de déchets de 80%, les 20% il y a des prélèvements dessus et on ne nous les paye pas directement. Et on nous les paye en marchandises donc le clearing a été supprimé. Seule la Chine a maintenu le clearing; c'est ainsi que le clearing donc a été supprimé avec les pays socialistes.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Dans le cas du clearing, quel est votre opinion personnelle, quelles sont les conséquences à votre avis en tant qu'économiste ? Et connaissant bien la question et selon votre propre avis, comme les autres analyses que vous avez faites là, quels sont les avantages et les inconvénients de la suppression du clearing ?

Abdoulaye Touré :

Je vous remercie, je ne suis pas économiste mais je m'intéresse aux questions économiques. Effectivement, le clearing je dirais que c'est une tromperie volontaire de part et d'autre, en toute OBJECTIVITÉ. L'individu sait que sa marchandise à telle valeur, il le majore, il est toujours au-dessus du cours international. Et chacun pense se rattraper de part et d'autre mais en s'assurant de garantie en disant c'est un troc. Et ce troc n'a plus monnaie courante dans le commerce. J'ai servi dans un pays quand j'étais médecin en Afrique équatoriale, excusez-moi je fais peut-être une diversion, où il y avait une population qu'on appelle les Pygmées, les Babingas, avec les populations locales qui sont les centre-africains. C'est là où il y a le vrai clearing parce que les babingas sont des chasseurs; ils tuent l'éléphant ils mettent dans les paniers la viande fumée ils viennent mettre derrière le village, le paysan agriculteur, le docteur agriculteur, mettent le manioc et on vient poser devant chaque tas de viande de fumée du manioc ou de l'igname, le babinga revient, regarde si ça lui convient il prend le panier de manioc, si ça ne lui convient pas il met un caillou sur le tas de manioc, c'est à dire augmenter. C'est ce commerce vieux, sans rationalité qui est transposé dans le clearing.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Prenons par exemple le cas du carburant, qui était échangé contre la bauxite, vue sous cet angle, malgré les tromperies d'un côté comme de l'autre en matière de prix. Était-il plus avantageux pour vous d'accepter le clearing carburant/bauxite ou bien était-il plus avantageux pour nous d'acheter directement le carburant en devise libre ?

Abdoulaye Touré :

Au plus pressé c'était préféré de faire la bauxite, au plus pressé. Mais il est arrivé souvent que sur le plan du carburant que les tankers soviétiques qui arrivaient trouvaient souvent certains navires soviétiques. Et les tankers étaient abouchés sur ces navires soviétiques et avant d'aller dans les conduites et dans le clearing même du carburant la jauge n'était acceptée que sur le navire soviétique ce qu'il avait dépoté c'est ce qui était compté, non pas ceux qui arrivaient dans la cuve. Sauf qu'il y avait donc de graves inconvénients mais puisque nous étions au plus pressé nous n'avions pas de liquidité. La bauxite était notre marchandise, bien que sur le marché nous pouvions avoir des devises sonnantes, mais nous ne pouvions pas à cette époque, nous sortir dans le domaine du carburant. Et d'un. Et de deux, les tankers qui venaient en Guinée étaient des petits tankers, notre port ne se prêtait pas à des grands tankers. C'était donc des petits tankers qui venaient accoster, et c'étaient ceux-là seulement qui étaient propices à nous alimenter en carburant. Or l'Union Soviétique seule possède actuellement ces petits tankers. Donc nous avons intérêt à maintenir, tant que nous n'avions pas une raffinerie, une infrastructure portuaire suffisante, nous avons intérêt à maintenir ce clearing, à être toujours, parce que les soviétiques aiment discuter, à être de plus en plus sévères, jusqu'à ce que nous ayons des accrochages mais que ça se normalise. C'est mon point de vue.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Mais pourquoi le clearing dans le temps a été supprimé ? Parce qu'en fin de compte le clearing ne marchait plus même en matière de carburant, c'était l'achat en devise directe.

Abdoulaye Touré : Oui, je pense que dans ce domaine il y a lieu de se demander, parce que quelle était la part des responsabilités de part et d'autre. Je pense que... nos amis soviétiques ne mettaient pas aussi beaucoup de bonne volonté il faut le reconnaître, à ne voir que le carburant... ils pensaient que ça pourrait s'appliquer à d'autres domaines dont les fruits... et les coupures fréquentes, la qualité même du carburant ont souvent amené aussi à revenir sur ce plan. Je pense que c'est l'une des raisons, ce sont certaines de ces décisions.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Elle a été prise par qui cette décision ?

Abdoulaye Touré :

Elle ne pouvait pas être prise par... il faut être assez direct... elle ne pouvait être prise que par le sommet. C'était assez sérieux pour que ça soit pris...

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Ça n'a pas été discuté en bureau politique ? Ça n'a jamais été discuté pour la suppression ou... ?

Abdoulaye Touré :

Ça a été discuté mais sans être approfondi. Ça a été discuté mais sans être approfondi... Nous nous avons, pour ma part en toute franchise, en toute sincérité, je disais que tant que nos infrastructures ne sont pas adaptées, il est mieux de ne pas décrocher avec l'Union soviétique sur le plan du carburant.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Cela nous crée beaucoup d'hémorragies en matière de devise.

Abdoulaye Touré :

Et sur le plan des devises, sur le plan du carburant ce n'est pas facile parce qu'il faut payer ou on ne donne pas.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Vous n'avez pas d'autres questions? avez-vous des comptes bancaires à l'extérieur s'il vous plaît ?

Abdoulaye Touré :

Je l'ai dit la fois dernière, je vous le répète en mon âme et conscience devant moi et devant les hommes, devant Dieu, je n'ai aucun compte bancaire à l'extérieur.

Membre anonyme de la Commission d'enquête : :

Si nous posons cette question c'est parce que nous avons devant nous ici, une liste des anciens dignitaires possédant des comptes à l'extérieur. Et je m'empresse de vous préciser que cette liste-là n'a pas été fournie par le CMRN ni sous la deuxième république, mais elle a été retrouvée dans les effets du Président défunt. Et sur cette liste de 17 personnes votre nom figure, avec l'adresse de la banque. Et puisque le Comité Militaire de Redressement National et le Chef de l'État ont décidé que tous ceux qui ont le nom sur la liste, s'ils ne donnaient pas l'argent qui se trouve à l'extérieur, ils restaient en prison. C'est pourquoi la Commission se fait le devoir de passer ce chapitre là à l'examen. Et raison pour laquelle nous vous posons la question. Le compte-là est supposé être en Suisse, tout est détaillé ici.

Abdoulaye Touré :

Je crois que peut-être si je dois vivre longtemps, je passerai toute ma vie en prison, mais je vous le dis en tout âme et conscience je n'ai pas un centime, je n'avais pas d'avoir ni les moyens ni autre chose je ne sais pas comment je peux avoir de l'argent pour être mis à l'extérieur et en Suisse. Si mon nom est sur cette liste, c'est la fatalité. Je ne peux m'en remettre qu'à la fatalité. Dieu m'est témoin, je suis musulman, je suis croyant. Je préfère donner de l'argent s'il y en avait pour être libre, que de me voir en prison pour des milliards; la liberté est plus chère que les milliards. Plus chère que les milliards. Il se peut qu'il y ait plusieurs Abdoulaye Touré, mais le ministre Abdoulaye Touré que je suis, fils de feu Ibrahima Touré et de Mawoulen Touré, médecin de profession n'a jamais eu un compte à l'extérieur, en dehors du fait qu'il était à New York et quand il a quitté New York le compte a été éteint. Il était représentant permanent. PAS UN SEUL COMPTE à l'extérieur.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Vous n'avez pas d'enfant à l'extérieur ?

Abdoulaye Touré :

Si, j'ai des enfants à l'extérieur... le Secrétaire Général de la Ligue des États arabes M. Chabli Klibi qui est mon ami personnel également, qui est à Tunis... et une autre qui est en Allemagne, qui était avec l'ambassadeur. Il y a un an et demi, deux ans... toutes ont bénéficié de bourses régulières par le truchement des ambassades.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

Vous n'avez pas d'autres questions ?

Qu'est-ce que vous avez à ajouter à votre déclaration ?

Abdoulaye Touré : Qu'est-ce que j'ai à ajouter à ma déclaration ? C'est de dire simplement que la phase que nous traversons est la phase la plus importante de la vie du peuple de Guinée. Nous avons eu des précédents où c'était le MENSONGE et les INTRIGUES qui triomphaient. Mais le Comité Militaire de Redressement National auquel nous souhaitons le plus grand succès en âme et conscience. Militaire dans l'âme, personnellement je n'aurais pas été peut-être pas ...

ici. Si j'avais eu la chance de continuer moi aussi dans l'armée. Et je l'avais demandé, en tant que médecin à la quatrième brigade du Général Lengoé. J'aime la franchise, j'aime les choses directes, j'aime exécuter ce qui est droit et ce qui est honnête. Mais la question que vous m'aviez posée précédemment me trouble étrangement et je demanderai au Comité Militairement de Redressement National de bien approfondir et de voir s'il n'y a pas une confusion entre un Abdoulaye Touré que je suis, médecin, et un autre Abdoulaye Touré. Je sais que vous êtes respectueux des droits de l'Homme vous nous l'avez déclaré. Le... Amnesty est venu m'a interviewé, je lui ai dit la même chose le respect des droits de l'Homme mais quand vous êtes devant une accusation telle que celle-là vous vous demandez comment faire. Mais je crois en Dieu, c'est tout ce que je peux dire.

Membre anonyme de la Commission d'enquête :

D'accord ... Heu... sur ce point...

Abdoulaye Touré :

Le président Sékou Touré avait beaucoup d'informateurs, il faut beaucoup peser, filtrer ces informateurs. Cela a perdu beaucoup d'hommes, beaucoup d'hommes.